

L'Angleterre, qui a vite oublié ce que le Canada a fait pour elle, ne s'engage nullement, par cette entente, à enlever les restrictions dont elle frappe les produits du Canada, non seulement sur son territoire, mais dans toute la zone sterling.

L'Angleterre pourra utiliser nos dollars canadiens n'importe où et n'importe comment, de façon à reconstituer son économie d'avant-guerre.

L'Angleterre pourrait même continuer à acheter du blé de l'Argentine, plutôt que du blé canadien, ou bien préférer le bacon du Danemark aux produits de nos fermes, quand cela lui plaira, et je sais par expérience que cela lui plaira chaque fois que le simple souci de ses intérêts l'y obligera.

En somme les Canadiens auront non seulement aidé l'Angleterre à gagner la guerre, mais ils lui aideront également à conquérir les marchés du monde. Notre dollar sera l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, et comme nous exportons 40 p. 100 de notre production, nous aurons, sous prétexte de conserver le marché anglais, aidé à détruire le nôtre, car si l'Angleterre achète ailleurs avec notre dollar, elle exigera de ces pays en retour certains privilèges qui ne seront sûrement pas à notre avantage, et notre dollar nous sera retourné par un virement bancaire et non en commandes d'achats dans notre pays.

On nous dira que la Grande-Bretagne a actuellement des contrats formidables au Canada et que ce prêt servira à les payer, mais aucune des clauses de l'entente entre la Grande-Bretagne et le Canada ne fait allusion à ces contrats, et rien n'empêche l'Angleterre de les annuler si elle trouve un avantage ailleurs.

Les Anglais sont des hommes d'affaires. Je ne les hais pas, je les admire, mais je voudrais sincèrement que nous ayons, comme membres du gouvernement canadien, des compatriotes ayant le même sens des affaires qu'eux.

L'Australie a refusé de prêter à l'Angleterre et je ne vois pas pourquoi nous serions, nous, plus poires que les Australiens. Je préfère de beaucoup l'influence de l'Angleterre en Europe à celle de la Russie, mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire de mettre à sec le trésor canadien pour atteindre ce but. Le prêt et les dons que nous consentons en vertu de cette entente sont cinq fois plus considérables que le prêt que les Etats-Unis se proposent d'accorder à la Grande-Bretagne, compte tenu du chiffre de notre population.

Sommes-nous plus riches que les Américains? Avons-nous des possibilités de revenus supérieures à celles des Etats-Unis ou de l'Angleterre? Je ne le crois pas.

[M. LaCroix.]

Permettez-moi de dénoncer avec énergie la condescendance et le peu d'esprit canadien du Chef du Crédit social, l'honorable député de Peace River (M. Low), qui, blâmant les autres parties du Commonwealth de ne pas avoir consenti des prêts à l'Angleterre, déclare ce qui suit (Voir page 71 des *Débats* de la Chambre des communes du mardi 19 mars 1946) je cite:

Je suis d'avis qu'on aurait dû consentir ce prêt à la Grande-Bretagne sans intérêt.

Cette attitude du parti du Crédit social ne me surprend pas du tout, car, durant la guerre, il a été le groupement politique le plus impérialiste de la Chambre des communes, et il est fortement reconnu comme tel dans toute la province de Québec.

Autant j'ai de respect pour un créditiste sincère, autant j'ai de mépris pour ceux qui veulent se servir de cette doctrine comme d'un marche-pied pour prêcher une politique qui n'a rien de commun avec le programme créditiste tel qu'énoncé en cette Chambre par le chef du Crédit social, l'honorable député de Peace River (M. Low).

Je tiens également à protester énergiquement contre cette partie de l'entente qui consent un don de \$425,000,000 à l'Angleterre, et même plus, me dit-on, qui est censé représenter le montant que ce pays nous doit pour le coût de l'entraînement de ses aviateurs au Canada.

Pourquoi, également, avoir accordé dans cette même entente la suppression de l'intérêt d'un prêt de \$700,000,000 consenti à l'Angleterre en 1942?

Comme le plus gros montant de taxes que retire le Gouvernement provient des citoyens qui gagnent des salaires inférieurs à \$3,000, cela signifie que la grande majorité des habitants de notre pays payera les frais de cette entente avec la Grande-Bretagne.

Inutile de vous souligner le ridicule de l'attitude du chef de l'opposition (M. Bracken) qui approuve cette politique, mais trouve trop élevé le fardeau des taxes. Bref, ce sont les Canadiens, qui n'ont pu obtenir de leur propre gouvernement un prêt à 2 p. 100 pour construire des maisons ou pour des crédits agricoles et des travaux publics afin de remédier au chômage, qui feront ces cadeaux à l'Angleterre.

Dans l'espoir d'aider un pays dont les possibilités de récupération, avec l'aide de son empire colonial, comme les Indes, etc., sont plus considérables que le nôtre, et malgré le fardeau déjà très lourd des contribuables, pourquoi faut-il encore et toujours leur faire payer le prix d'une générosité de mauvais aloi? Tous les chefs de partis de cette Chambre ont soutenu que le Canada faisait une bonne transaction. Permettez-moi de leur dire bien en face que j'estime que nous en faisons une très